

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 28 OCTOBRE 2010
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2011
(BRETAGNE)

NOR : ASET1150560M
IDCC : 1597

Entre :

La FFB Bretagne ;

L'UR CAPEB Bretagne⁽¹⁾ ;

La fédération Ouest des SCOP BTP,

D'une part, et

L'URCB CFDT Bretagne ;

L'UR CGT-FO BTP Bretagne ;

L'URB CFTC Bretagne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème des salaires minima applicable du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 (base 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 mensuelles) en application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés), et conformément à l'accord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers et ETAM du bâtiment, résulte du tableau ci-après.

(En euros.)

NIVEAU	CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel	TAUX horaire
I	Ouvriers d'exécution :			
	– position 1	150	1 385,30	9,13
	– position 2	170	1 390,40	9,17
II	Ouvriers professionnels	185	1 472,00	9,71
III	Compagnons professionnels :			
	– position 1	210	1 633,70	10,77
	– position 2	230	1 763,10	11,62

(1) Pour les entreprises occupant plus de 10 salariés inscrites au répertoire des métiers.

NIVEAU	CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel	TAUX horaire
IV	Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
	– position 1	250	1 892,50	12,48
	– position 2	270	2 021,90	13,33

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 275 € ;
- la valeur du point (VP) à 6,47 €.

Article 2

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application à compter du 1^{er} janvier 2011 et jusqu'au 31 décembre 2011.

Article 3

Disposition exceptionnelle

Si l'équilibre de l'accord se trouvait, au cours de son exécution, bouleversé par la survenance de circonstances économiques imprévues, les parties signataires s'engageraient à ouvrir une négociation dans les plus brefs délais.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à l'unité territoriale du travail et de l'emploi d'Ille-et-Vilaine (DIRECCTE) et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Rennes.

Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Fait à Rennes, le 28 octobre 2010.

(Suivent les signatures.)